

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 18 MAI 2004

N° 309 PRIX 0,60 euros



LE POUVOIR VEUT CACHER

SES RESPONSABILITES DANS

LE DERNIER MASSACRE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Mali: La culture
industrielle du coton
fait des dégâts

Page 4
Sénégal: Marche de
protestation des
travailleurs de l'ex-
Sias

Page 7
Souadan: La répres-
sion sanglante du
général Béchir dans
le Darfour

Page 9
Nigéria: Les conflits
inter-ethniques se
multiplient

Page 10
Afrique du Sud: Dix
ans après la fin de
l'apartheid

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

COTE D'IVOIRE

**LE POUVOIR VEUT CACHER
SES RESPONSABILITÉS DANS
LE DERNIER MASSACRE**

On se rappelle que quelques jours après les massacres des 25 et 26 mars dernier, Gbagbo, empêtré dans ses déclarations mensongères, avait fini par dire qu'il était prêt à recevoir sur place des enquêteurs de l'ONU pour établir la vérité sur l'ampleur des tueries et sur les responsabilités des uns et des autres. Il disait alors que les rumeurs selon lesquelles il y avait eu plusieurs centaines de morts étaient fausses. Quant à l'existence des "forces parallèles" et des "milices armées" composées de "jeunes patriotes", voici ce qu'il disait : "Ces gens-là on en parle beaucoup, mais je ne vois rien".

Les enquêteurs de l'ONU sont donc venus à Abidjan pour quelques jours. Ils ont interrogé des témoins, visité les morgues, recoupé les différents témoignages et conclu qu'il y a eu au moins 120 morts, 20 disparus et 274 blessés. Ils avouent que "faute de temps" ils n'ont pas pu vérifier les deux charniers dont ils soupçonnent pourtant l'existence, l'un à N'Dotré et l'autre à Akouédo. Ce qui laisse supposer que le nombre de tués est largement supérieur à 120 alors que les autorités ivoiriennes n'en ont dénombré que 37. Les rapporteurs affirment également que "la marche du 25 mars a servi de prétexte à une opération soigneusement planifiée et exécutée par les forces de sécurité... ainsi que par les "forces parallèles", sous la direction et la responsabilité des plus hautes autorités de l'Etat". Ces assassinats auraient été "programmés à l'avance et visaient à l'évidence certains groupes communautaires, pour la plupart originaires du nord du pays".

En effet, avant même que la marche ait lieu, très tôt le matin la plupart des quartiers populaires bien ciblés avaient déjà été envahis par

des hommes armés jusqu'aux dents. A l'aide des avions et des hélicoptères, des grenades lacrymogènes étaient lancées jusqu'à l'intérieur des cours communes. A peine les habitants sortaient-ils de leur maison qu'ils étaient abattus comme des chiens, y compris des enfants.

La seule chose que le pouvoir a eu à dire sur ce rapport c'est qu'il s'agit d'une "machination", "un montage grotesque de fausses preuves". Il a même eu le culot de porter plainte contre ceux qui auraient fait parvenir les conclusions du rapport dans la presse. Il aurait voulu que cela reste secret. Mais personne n'a attendu les enquêteurs de l'ONU pour savoir qu'il y a eu des massacres et que les miliciens du FPI y ont largement participé.

De son palais présidentiel Gbagbo peut toujours dire qu'il n'a "rien vu" mais les habitants des quartiers populaires qui ont vécu ces deux jours d'enfer ne sont pas près de l'oublier. La responsabilité

de ces massacres incombe au pouvoir en place. Et ce n'est pas la première fois qu'il procède ainsi. C'est lui qui commande les "escadrons de la mort". C'est lui aussi qui attise les haines entre les communautés ethniques.

Le calme qui semble revenu depuis n'est peut-être malheureusement qu'un simple répit. Les mêmes causes peuvent provoquer les mêmes conséquences. Tous les ingrédients sont encore présents et ont même empiré. Le pouvoir en place veut diviser les populations pour mieux régner. Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à le suivre dans cette voie ni à se mettre derrière les partis qui luttent pour parvenir au pouvoir en véhiculant les mêmes poisons de l'ethnisme ou du régionalisme. Il est vital qu'existe au sein de la classe ouvrière des éléments conscients des intérêts communs de l'ensemble des travailleurs et de la population laborieuse pour promouvoir une autre politique que celle des politiciens qui veulent les entraîner dans des guerres fratricides.

M A L I

LA CULTURE INDUSTRIELLE DU COTON FAIT DES DÉGÂTS

Depuis quelques années il est question des conséquences néfastes causées par l'utilisation massive des engrais et des pesticides dans la monoculture du coton au Mali. En effet le Mali est parmi les premiers producteurs de coton de l'Afrique. Le coton constitue la première production dans son revenu national. De ce fait pour augmenter la production, la société nationale imposait aux cultivateurs l'utilisation massive des produits comme le DDT et la Dieldrine depuis très longtemps. Mais ces deux produits ont des effets toxiques sur les cultures vivrières que les paysans font pour leur propre

consommation. Et la FAO, l'organisation internationale contre la faim sous l'égide de l'ONU, a préconisé depuis 1989 l'arrêt de l'utilisation de ces deux produits chimiques.

En effet on n'utilise plus depuis longtemps ces deux produits chimiques dans les champs de coton au Mali. Mais les stocks très importants du DDT et de la Dieldrine non utilisés sont toujours là. Les autorités maliennes ne sont pas préoccupées pour les détruire. Et les emballages de ces stocks sont en train de pourrir et de ce fait ils s'infiltrèrent dans le sol. Les

conséquences sont désastreuses pour les populations vivant à proximité. D'une part parce que ces infiltrations contaminent les cultures vivrières, d'autre part parce que les gens subissent les effets des gaz toxiques qui sont dégagés par ces produits chimiques. A cela s'ajoutent de nombreux autres pesticides qui sont périmés mais toujours utilisés.

Et actuellement les populations qui vivent à proximité des hangars de stockage sont en train d'en subir les conséquences. Nombreux sont malades à force de consommer des produits agricoles contaminés. Les autorités comme les grands groupes qui achètent le coton malien ne se

sentent pas concernés par la santé et la vie des populations vivant dans ces régions cotonnières.

Pendant des décennies l'exploitation du coton malien a enrichi les capitalistes du pays et des groupes financiers, entre autres français. Pour détruire ces déchets toxiques il faut des incinérateurs à haute température. Et le Mali ne possède pas une telle infrastructure.

Les responsables de cette situation sont les capitalistes. Ce sont eux qui tirent les bénéfices de ces exploitations cotonnières, ce sont eux qui devraient les détruire.

SÉNÉGAL

MARCHE DE PROTESTATION DES TRAVAILLEURS DE L'EX-SIAS

Le 12 mai dernier les employés de l'ex-Sias (société en charge du nettoyage et traitement des



Derrière le couple Wade
des pancartes des travailleurs
de l'ex-Sias en mars 2004

ordures à Dakar) sont descendus dans la rue de la capitale sénégalaise pour réclamer le paiement de leurs indemnités suite à la liquidation de la société en 1995. Avec femmes et enfants, les 1300 agents licenciés

ont marché de la place de l'Obélisque au rond point de la RTS pour crier leur ras-le-bol. Ils ont brandi des pancartes affichant "Nous avons faim", "9 ans de calvaire", "M. Le Président, nous réclamons notre dû", etc.

C'est en effet depuis 1995 que dure leur calvaire. Dès la liquidation de la Sias, ils avaient saisi la justice sur la question de leur indemnité de licenciement. Le tribunal leur avait donné raison et avait contraint l'Etat à payer à chacun d'eux une somme d'un million de francs Cfa en plus du versement des cotisations à l'Institut de prévoyance maladie. Mais jusqu'ici les dirigeants de l'Etat font la sourde oreille. Le coordinateur du collectif des ex-travailleurs de la Sias explique que depuis 1996 "nous courrons derrière le paiement de ces indemnités que l'Etat nous doit. Toutes les autorités connaissent le dossier. Le président Wade et le Premier ministre d'alors,

Idrissa Seck, avaient promis de les payer. Mais jusqu'à présent on n'a rien vu... Nos enfants et nos femmes sont malades et restent sans soins. 200 ex-travailleurs sont morts sans avoir perçu leur dû. Ils sont morts de chagrin".

Voici donc encore une promesse non tenue parmi tant d'autres par Wade. Mais le mécontentement des travailleurs de l'ex-Sias pourrait faire tache d'huile et donner l'exemple à suivre à d'autres

travailleurs subissant le même sort comme ceux d'Air-Afrique, d'Amon et d'une partie des cheminots. L'idée d'organiser une "marche nationale" unissant l'ensemble des salariés victimes des licenciements et des abus de la direction de ces sociétés ou de l'Etat-patron a été lancée par le secrétaire général du syndicat CNTS/FC. Le combat des travailleurs de l'ex-Sias pourrait alors déboucher sur un mouvement susceptible de changer le rapport de forces en faveur des travailleurs.

SÉNÉGAL

LE TRANSPORT PUBLIC DAKAROIS EST MORIBOND

Le transport public de l'agglomération dakaroise s'est empiré à tel point que le déplacement est devenu un véritable casse-tête pour ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement qu'en bus. Lors de son accession au pouvoir en 2000, Wade prétendait qu'il allait régler ce problème rapidement en mettant fin à la Sotrac (société d'Etat). Il disait alors que si le transport public ne fonctionnait pas bien, c'était à cause de sa mauvaise gestion. Il céda ce service à Dakar Dem Dikk (société mixte) qui hérita d'un parc de 277 bus composé en grande partie de bus d'occasion de l'ancienne Sotrac auxquels furent ajoutés d'autres véhicules d'occasion. Durant une courte période le

transport dakarois s'était un peu amélioré. Mais peu à peu on en est revenu au point de départ voire pire. Il n'y a aujourd'hui que 60 bus en état de marche.

Les dirigeants de cette société mixte se sont contentés d'engranger les recettes sans investir dans du nouveau matériel. Ils disent qu'ils ont un projet de "recapitalisation" et d'achat de nouveaux bus d'un montant de 10 milliards de francs CFA. Mais visiblement ils laissent la situation pourrir en espérant probablement que l'Etat mettra la main à la poche avant une privatisation complète de cette société. Ainsi ils auront le beurre et l'argent du beurre !

QUAND LA SONACOS MONTRE DU DOIGT LES PETITS DÉTAILLANTS

Selon le PDG de la Sonacos (Société d'Etat fabricant de l'huile d'arachide, en passe d'être privatisée) si l'huile est trop chère, c'est à cause des détaillants et autres intermédiaires. "La Sonacos sort le litre d'huile à 600 francs, explique-t-il. Mais quand vous parcourez les boutiques de

détail vous vous rendez-compte que ce litre est vendu à 750 francs, parfois jusqu'à 800 f. C'est-à-dire que les distributeurs, de l'usine au consommateur, mettent une marge de l'ordre de 30%. Or, c'est exagéré, excessif" conclut-il.

Mais ce qui est "excessif", ce

n'est pas que le détaillant prenne sa petite marge mais les gros profits que tirent la Sonacos de l'exploitation des travailleurs et des petits paysans cultivateurs d'arachide. C'est en achetant l'arachide au prix le plus bas et en payant des salaires de misère aux travailleurs de ses huileries que la Sonacos prend, elle, des grosses "marges" que son PDG a bien pris soin de ne pas dévoiler. Il est même

question de porter le prix de l'huile sortie d'usine à 750 francs pour se conformer au "marché mondial". C'est sans doute pour préparer l'annonce future de cette hausse que la direction de la Sonacos communique à la presse de cette manière pour que, s'il y a un mécontentement au sein de la population laborieuse, celle-ci s'en prenne aux petits détaillants.

SÉNÉGAL

POURQUOI 121 "ÉTRANGERS" CROUPISSENT-ILS DANS LA PRISON DE REUBEUSS ?

Selon la Raddho (Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme) "121 personnes majoritairement composées d'Africains et d'autres nationalités sont en train de croupir dans des conditions exécrables" dans la prison centrale de Reubeus, à Dakar. "Ils mangent, dorment et font leurs besoins comme des animaux" précise le communiqué de cette organisation humanitaire qui affirme avoir visité cette sinistre prison le 6 mai dernier.

Qui sont ces "étrangers"? Qu'ont-ils fait pour être emprisonnés? Ils seraient, dit-on victimes de la "double peine" et attendent d'être expulsés vers leur pays d'origine. Les autorités ne sont pas très bavardes à leur sujet. Elles se sont contentées de dénoncer le "caractère fantaisiste" du communiqué de la Raddho qu'elles accusent de chercher à se faire de la publicité. La Direction générale de la Sûreté nationale affirme qu'il n'y a aucun abus dans les

prisons et qu'il n'y aurait que 20 étrangers en détention administrative en attente de leur reconduction à la frontière "conformément à la procédure habituelle".

Ce n'est pas la première fois qu'on parle de détenus "étrangers" à la prison de Reubeuss. Déjà en juin 2002 la Raddho avait fait le même constat portant sur 48 détenus. S'agit-il des gens en situation irrégulière expulsés de France avec la complicité des autorités sénégalaises qui les "accueillent" moyennant quelques bakchich pour désengorger les camps de rétention français? Sarkozy alors ministre de l'intérieur de Chirac avait en effet négocié un tel plan avec Wade. Celui-ci avait dans un premier temps donné son accord puis s'était rétracté face au tollé que cette nouvelle avait provoqué à Dakar. En principe et officiellement il n'y a aucun expulsé africain de France dans les prisons de Dakar même pas à titre provisoire. Mais en principe seulement.

RETARD DES SALAIRES ET MENACE DE LICENCIEMENT A LA CONSERVERIE DE DAKAR

Les travailleurs de la société Condak (Conserverie de Dakar) ne

sont pas contents. Le retard de paiement des salaires est devenu

fréquent tandis que les cotisations de retraite ne sont plus versées depuis 1997. Ils dénoncent également l'opacité des comptes de cette entreprise mise sur pied par l'Etat pour une somme de 4 milliards de F Cfa avant la dévaluation et rétrocédée un peu plus tard à des actionnaires privés. Les dirigeants de cette entreprise prétendent aujourd'hui qu'elle est déficitaire et doit des dettes à une autre société appartenant aux principaux actionnaires de la même Condak. Il s'agit-là d'un tour de passe-passe bien rodé pour noyer le poisson. Les 1000 travailleurs de cette société soupçonnent un plan de licenciement. Elle possédait quatre bateaux au départ. Un seul fonctionne actuellement. L'usine de conserverie

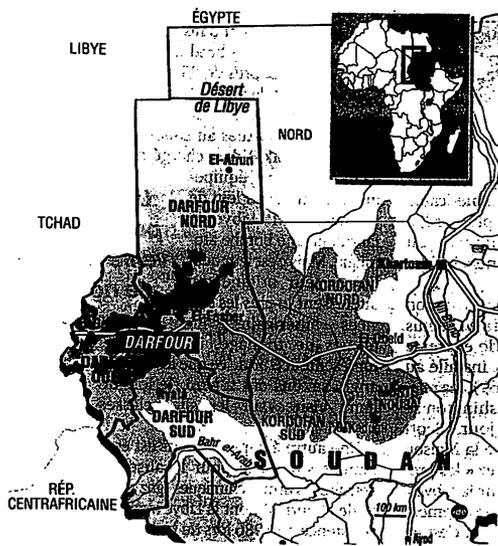
de poisson fonctionne encore mais pour combien de temps? Les poissons pêchés au large du Sénégal arrivent de moins en moins dans l'unité de conserverie car les gros armateurs préfèrent exporter directement les produits de pêche vers les pays riches à un prix plus élevé. Selon un dirigeant syndical des industries alimentaires "sur 85 entreprises recensées au Sénégal, il n'y a actuellement que 35 qui fonctionnent bon an mal an". Le secteur de la pêche est paraît-il le premier pourvoyeur de devises du Sénégal avec plus de 200 milliards de F Cfa et génère 20 000 emplois industriels. Ce qui est sûr, c'est que les travailleurs eux, n'ont droit qu'aux arêtes !

SOUDAN

LA RÉPRESSION SANGLANTE DU GÉNÉRAL BECHIR DANS LE DARFOUR

La situation des paysans dans le Darfour est devenue préoccupante au point que le PAM (Programme

soudanais et John Garang, leader du Mouvement de libération des peuples du Soudan (SPLM), pour mettre un terme à une rébellion qui sévit dans le Sud depuis des années, cet autre conflit fait des ravages dans l'ouest du Darfour.



alimentaire mondial) parle d'une catastrophe humanitaire proche avec la perspective "de dizaines de milliers de morts". Alors qu'un accord est en passe d'être conclu à Washington entre le gouvernement

Des hélicoptères continuent de tirer sur les villages; au sol, les "Djandjanwids" achèvent le sale travail de l'aviation. Les "Djandjanwids", ce sont des milices composées d'Arabes, fortement équipés par le régime soudanais. Ils débarquent dans les villages à cheval ou à dos de chameau, et massacrent les paysans qui n'ont pas pu fuir; ils s'emparent de leurs troupeaux, pillent les habitations, violent les femmes; quant aux enfants, ils sont emmenés, certains réduits en esclaves.

La création de ces milices comme supplétifs de l'armée soudanaise ne fait qu'aggraver le vieux conflit entre populations

arabophones (Nomades) et négro-africaines (Noirs sédentaires), c'est-à-dire entre éleveurs et paysans. Avant, quand un différend opposait ces deux groupes à propos du bétail allant brouter dans le champ ou dévaster les récoltes, cela se réglait à l'amiable, par dédommagement, sans recours à la violence. L'existence des "Djandjanwids" (cavaliers armés) a fait voler en éclats cette façon pacifique de régler un conflit, vieille de plusieurs décennies. Bien sûr, tous les éleveurs ne font pas partie des milices, mais la plupart bénéficient de leur protection.

On compte aujourd'hui 110 000 personnes réfugiées au Tchad et 670 000 déplacées qui se trouveraient dans une situation très précaire. En effet, depuis l'échec des négociations, à Abéché dans le nord du Tchad, entre le gouvernement soudanais et les rebelles du Mouvement de libération du Soudan (LMS), avec la médiation de Ndjaména, l'armée soudanaise déploie de gros moyens militaires pour en finir avec ce mouvement né dans le sud du Darfour, il y a un peu plus d'un an, en décembre 2002. Les rebelles accusent le régime du général Oumar Hassan Al Béchir de pratiquer la politique d'exclusion des minorités noires, notamment celles du Darfour, deuxième région la plus peuplée du Soudan, après Al Jizira, qui ne bénéficient pas des infrastructures comme celles des régions du Nord. C'est cette politique d'exclusion et d'abandon qui les a poussés à prendre les armes.

Le gouvernement soudanais soupçonne le régime tchadien de soutenir ces rebelles dont la

plupart appartiennent à la même ethnie que Idriis Déby : les Zaghawa. C'est un fait que, par le truchement de leurs proches demeurés à Ndjaména, les rebelles reçoivent armes et munitions. Des cadres de l'armée ont rejoint le MLS. Est-ce pour cela que Khartoum n'hésite pas à poursuivre les rebelles soudanais au-delà de la frontière entre les deux pays ? Et à tirer sur le camp des réfugiés à l'intérieur du Tchad ? C'est ainsi que le 11 mai, un accrochage entre des éléments de l'armée tchadienne et une milice soudanaise a fait de part et d'autre 61 morts (un officier tchadien et 60 "Djandjanwids"), selon des sources djaménoises. Auparavant, en janvier dernier, pour la première fois, le gouvernement soudanais avait bombardé le camp de réfugiés de Tiné, en territoire tchadien, région située à cheval sur la frontière entre les deux pays. Il y eut 3 morts et 14 blessés graves parmi les réfugiés.

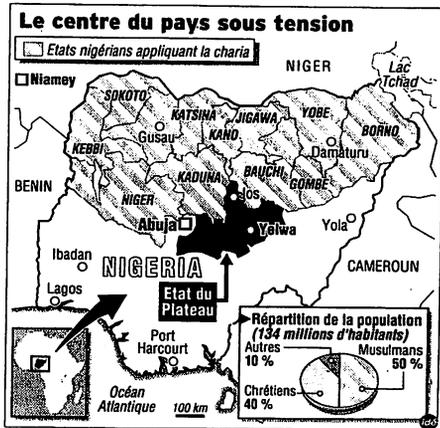
Pour éviter ces attaques, les organisations humanitaires ont demandé et obtenu le déplacement du camp vers l'intérieur, loin de la frontière. Quant aux réfugiés, outre l'aide humanitaire pour le moment insuffisante, ils bénéficient de la solidarité des populations tchadiennes, surtout celle de leur ethnie. Malgré leur dénuement, elles font tout pour venir en aide à leurs frères.

Si rien n'est fait le plus rapidement possible pour secourir les réfugiés dont le nombre augmente à chaque attaque de l'aviation soudanaise relayée au sol par les milices Djandjanwids, on risque, selon le PAM, de voir mourir "des dizaines de milliers" de réfugiés.

NIGERIA**LES CONFLITS INTER
RELIGIEUX SE MULTIPLIENT**

Depuis le début du mois de mai plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort à Yelwa, localité

milices respectives liées à chacun des camps. Des exodes massifs de populations innocentes ont lieu actuellement dans les deux sens, sans qu'aucune solution ne soit envisagée.



située dans l'Etat du Plateau (centre du pays), et Kano, ville à majorité musulmane située dans le Nord. Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 130 millions d'habitants, est presque coupé en deux. Le Nord, zone habitée par des éleveurs et des nomades est à majorité musulmane. La région du Sud est traditionnellement agricole; ses habitants sont majoritairement chrétiens ou animistes. On estime à 10 000 le nombre total des Nigériens tués lors des violences à caractère ethnique ou religieux depuis ces cinq dernières années.

Le gouvernement fédéral n'a jamais porté secours aux victimes des exactions perpétrées par les

Les périodes de mauvaise récolte ou de sécheresse de ces dernières années n'ont fait qu'aggraver les tensions entre les éleveurs d'un côté et les agriculteurs de l'autre. La manne pétrolière est en diminution. Mais de toute manière une partie de ses retombées sont accaparées par une minorité de privilégiés proches du régime et liée aux multinationales. Ce sont elles qui ont mis main basse sur l'essentiel des richesses dégagées par l'or noir.

Obassanjo, le président actuel, est un ami des grandes puissances. Du moment que le pillage des ressources peut continuer, les dirigeants des grandes puissances ferment les yeux sur ce qui se passe à l'intérieur du pays. Le pillage capitaliste n'est pas incompatible avec le développement de la barbarie. Ce serait même d'une certaine façon complémentaire. Tant que les gens pauvres sont occupés à s'entre-tuer sur des bases ethniques ou sur des bases religieuses il leur est impossible de réaliser une quelconque union entre eux face aux rois du pétrole et de la finance qui ne font que piller les richesses.

**LES TIRAILLEURS AFRICAINS
VONT-ILS ENFIN TOUCHER
LEUR SOLDE "REVALORISÉE" ?**

Le gouvernement français vient, semble-t-il, de mettre un terme à la vieille revendication des anciens combattants des pays coloniaux en

revalorisant enfin leurs pensions et retraites. Une loi votée en décembre 1959 avait gelé leurs pensions lors de l'accession de leur pays à

l'indépendance. Depuis cette date les sommes qui leur étaient versées n'étaient plus pareilles que celles versées aux Français. Aujourd'hui un tirailleur africain touche le tiers et parfois le cinquième de la pension d'un ancien soldat français. Cette loi avait été ressentie à juste titre comme une discrimination par tous ceux qui avaient participé aux deux grandes guerres mondiales et aux expéditions coloniales.

Un sergent-chef, ex-tirailleur, avait porté plainte auprès du Conseil d'Etat français et celui-ci lui donna raison en novembre 2001, estimant qu'il s'agissait-là bien d'une "discrimination fondée sur la nationalité". Il fut demandé au gouvernement français, à l'époque dirigé par Jospin, de réparer cette injustice. Mais celui-ci tergiversa en prétextant que le versement d'une telle somme provoquerait une catastrophe pour l'économie africaine car il entraînerait une inflation galopante. Quel cynisme! Quand il s'agissait de les envoyer au front lors des deux grandes guerres mondiales ou d'aller

réprimer les luttes anticolonialistes en Indochine, à Madagascar ou en Algérie, l'impérialisme s'était servi d'eux comme des mercenaires. Ensuite, ils ont été jetés dans l'oubli comme des malpropres avec juste un petit pécule.

Sur les 400 000 tirailleurs ayant participé aux différentes guerres, il ne restait en 2001 que 85 000 survivants. Depuis cette date leur nombre a encore baissé. Les dirigeants français attendent peut-être encore que ce nombre baisse davantage pour faire semblant de réparer ce mépris. Lors d'un voyage en Afrique, Alliot Marie, ministre de la défense de Raffarin avait promis que "des décisions seraient prises avant la fin de l'année". Plus d'un an et demi après on ne commence à voir que les tout premiers versements revalorisés. Depuis le 5 mai seuls 700 paiements ont été effectués. Quant au versement de tout ce qu'il ne leur a pas été payé depuis l'indépendance c'est une autre histoire.

AFRIQUE DU SUD

DIX ANS APRES LA FIN DE L'APARTHEID

Le 25 avril 1994, les premières élections, avec le droit de vote pour l'ensemble de la population sans distinction de couleur, mettaient fin à un demi-siècle d'apartheid en Afrique du Sud.

Le régime d'apartheid était un système ignoble basé sur la discrimination raciale. Il a été instauré en 1948 par les politiciens afrikaners du Parti National pour préserver les privilèges des "petits Blancs". Mais la grande bourgeoisie capitaliste, particulièrement celle qui avait prospéré dans les mines d'or et de diamant, y avait aussi

trouvé son compte dans la mesure où ce système lui permettait de justifier les plus bas salaires pour l'écrasante majorité des travailleurs. La population était étiquetée en fonction de sa soi-disant race. Au sommet se trouvaient les Blancs, suivis des Métis et des Indiens. Tout en bas se trouvaient les noirs. Ceux-ci n'avaient pas le droit d'habiter à l'intérieur des villes mais dans des réserves. Les travailleurs dont les patrons blancs avaient besoin en permanence étaient logés dans des "townships", sorte de ghettos-dortoirs composés de baraques toutes semblables.

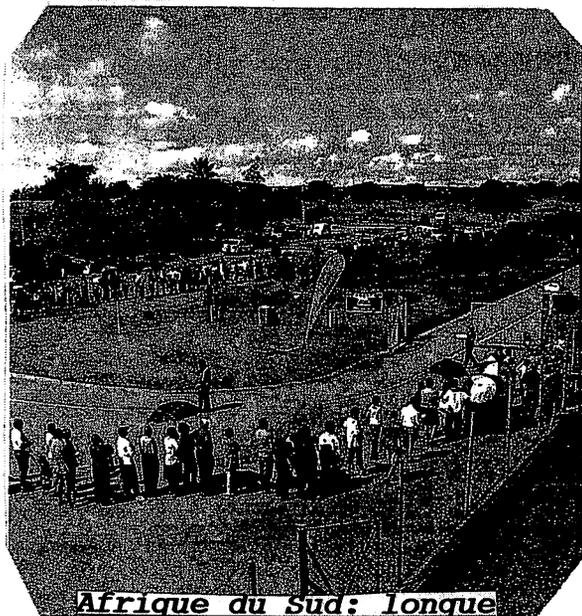
Il y avait aussi des travailleurs "migrants". Ils étaient parqués dans des hôtels réservés les uns aux femmes, les autres aux hommes. Ils étaient renvoyés dans les réserves s'ils n'avaient pas de travail. Chacun était tenu de présenter un "pass" (sorte de passeport) pour justifier sa présence dans le lieu où il se trouvait. Par la suite ces réserves ont été appelées "Bantoustans" ou "Homelands".

C'est ce système politique dictatorial basé sur la violence raciste qui a permis à la bourgeoisie sud-africaine de réaliser son "miracle économique". Mais l'expansion économique allait entraîner un développement énorme de la classe ouvrière et l'urbanisation de millions de Noirs. Dans le début des années 1970, des intellectuels noirs et blancs révoltés par ce système ont mené un travail souterrain au sein des classes pauvres. Cela se traduisit par une spectaculaire explosion sociale de la classe ouvrière en 1976. La grève s'est étendue à des milliers d'ouvriers noirs et indiens à Durban puis dans le Natal où 160 grèves ont mis en mouvement 60 000 travailleurs. Des augmentations de salaire importantes furent arrachées. Ce qui faisait aussi la force du mouvement, c'était son organisation. Malgré la répression et l'interdiction officielle, de nombreuses organisations syndicales indépendantes et des partis politiques non inféodés, ont réussi à mener une activité clandestine et une certaine coordination des mouvements.

En 1976 à Soweto, la jeunesse scolarisée noire se rebella contre l'obligation de suivre une partie des cours en Afrikaans à la place de l'Anglais. La police tira à balles réelles contre les manifestations des jeunes lycéens appuyés par leurs parents.

A partir de 1979, de nombreuses grèves de travailleurs ont réussi à imposer la reconnaissance des

organisations syndicales



Afrique du Sud: longue queue pour le vote

indépendantes. Le nombre d'adhérents des syndicats noirs bondit de 70 000 en 1979 à plus de 400 000 en 1983. Au cours de cette année les émeutes dans les townships ne se contaient plus. La répression et les tortures ne suffisaient plus à ramener le calme. Le régime organisa des élections de députés pour mettre en place des assemblées (sans pouvoir) métisse et indienne. Cette misérable tentative de division fut un échec pour le pouvoir: la participation électorale fut insignifiante. Les travailleurs métisses et indiens seront désormais partie intégrante des luttes de la population noire.

Fin octobre 1984, la région de Transvaal était ravagée par les émeutes quand l'ensemble des organisations anti-apartheid appelèrent à une grève générale dans la région pour le 5 et 6 novembre. La répression fut féroce. La police torturait en masse y compris les blessés par balle emmenés à l'hôpital.

Tant que ce système ségrégationniste permettait aux magnats de la mine, et derrière eux la bourgeoisie impérialiste, de faire des fortunes immenses ils s'en accommodaient parfaitement malgré les déclarations prétendument

humanistes d'un certain nombre d'entre eux. Mais à partir du moment où la perpétuation de l'apartheid devenait une menace pour leurs intérêts dans la mesure où des révoltes éclataient un peu partout, ils commençaient à faire pression sur le pouvoir politique afin qu'il lâche du lest quitte à abandonner les oripeaux de la ségrégation raciale. Ce n'est pas par hasard que c'est à la suite de ces grandes grèves que les trois plus importantes associations de patrons ont condamné l'attitude féroce de la police. Elles ont mis en garde le pouvoir contre son attitude susceptible de précipiter le pays vers une situation incontrôlable. La visite d'Edward Kennedy en 1985 à Desmond Tutu, l'archevêque anglican noir, prix Nobel de la Paix, fut l'occasion pour de nombreux notables (parmi eux des hommes d'affaire) d'adopter des prises de position contre les excès du régime. Les plus lucides d'entre eux préconisaient même que les dirigeants de l'Etat engageant des négociations avec l'ANC.

L'appareil d'Etat ne devenait pas plus clément mais il ne réussissait plus à instaurer l'ordre. Des habitants des townships de la région de Port Elisabeth, en grève des loyers depuis de longs mois, ont franchi un nouveau cap: ils se sont organisés en comité de lutte. Après la démission des conseillers municipaux, ce comité a réussi à gérer le ghetto noir. Cette lutte était dirigée par l'UDF, un regroupement vaste englobant des organisations politiques, syndicales, religieuses et associatives multiformes. L'âme de L'UDF était L'ANC.

Le régime souffla le chaud et le froid. La bestialité dont faisaient preuve les forces de répression à l'occasion des insurrections ne faisait qu'amplifier la détermination des insurgés et alimenter de nouveaux foyers de luttes. Pour obtenir un petit répit, le régime dut procéder

à des reculs et à faire des concessions. Le système des "pass" fut abandonné. Dorénavant rien ne sera plus comme avant. Les mouvements de 1984-1986 ont marqué un point de non-retour. En 1989 le régime tente de désamorcer un peu plus la situation en multipliant des réformes portant sur des points mineurs. C'est ainsi qu'il annonce la déségrégation des plages, des transports, des lieux publics. Les entrées séparées pour Blancs et Noirs à la poste, les bancs publics différents, c'est fini. Le "petty apartheid" (apartheid mesquin) était supprimé, mais les zones de résidence différentes pour les prétendues différentes races, ainsi que toutes les autres formes de ségrégation étaient maintenues.

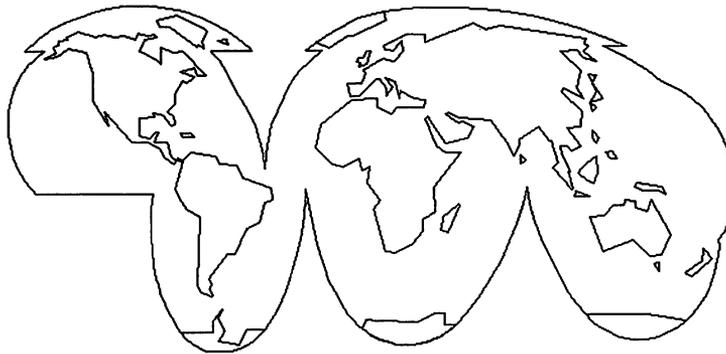
A partir de ce moment, les dirigeants du parti au pouvoir et ceux de l'ANC vont mener des négociations en vue de mettre fin à la situation d'instabilité sociale qui menaçait d'embraser toute l'Afrique australe. Les dirigeants de l'ANC se prêtèrent volontiers à cette politique. En tant que nationalistes conséquents, ils n'avaient jamais eu d'autres ambitions que celle d'ouvrir le chemin au développement d'une bourgeoisie noire dans le cadre d'une Afrique du Sud intégrée dans le marché capitaliste mondial. La majorité noire de la population a aujourd'hui le droit de vote. Elle a aussi la possibilité de voir un certain nombre de ses prétendus "frères de race" accéder à des privilèges jadis réservés aux seuls blancs pendant que la moitié de la population est réduite à survivre avec 2 dollars par jour.

Dans cette longue lutte contre l'apartheid, le peuple sud-africain a montré une grande combativité, plus particulièrement le prolétariat noir des grandes villes, des mines et des industries qui constituaient le plus gros des forces combattantes. Mais il n'était pas lui-même en tant que classe distincte à la tête de la lutte. Il

lui manquait un parti propre lui, susceptible de donner une autre perspective que celle nationaliste préconisée par l'ANC. Les dirigeants de ce parti viennent de fêter avec faste, en présence de nombreux

dictateurs, les 10 ans de fin d'apartheid. Pour la classe ouvrière la lutte pour mettre fin à l'apartheid social dont elle est la principale victime avec la complicité de l'ANC, reste à mener.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.